

## **Question EC1 : Comment peut-on expliquer la difficulté à gérer les chocs asymétriques dans la zone euro ?**

### **(Affirmation)**

La difficulté à gérer les chocs asymétriques dans la zone euro s'explique principalement par la perte de l'instrument monétaire pour les États membres et par l'absence d'un budget européen suffisant pour organiser des transferts de solidarité entre les pays.

### **(Explication)**

Un choc asymétrique est un événement économique qui ne frappe qu'un seul pays (ou une partie des pays) d'une zone monétaire (par exemple, une crise immobilière en Espagne qui ne toucherait pas l'Allemagne). Dans la zone euro, la gestion de ce type de choc est complexe pour deux raisons :

1. **L'impossibilité d'utiliser le levier monétaire** : Depuis la création de l'euro, les pays ne peuvent plus dévaluer leur monnaie pour regagner de la compétitivité, ni modifier leurs taux d'intérêt de façon autonome. La Banque Centrale Européenne (BCE) fixe un taux d'intérêt unique pour toute la zone, basé sur l'inflation moyenne. Ce taux peut être trop élevé pour un pays en récession et trop bas pour un pays en surchauffe.
2. **La faiblesse de la solidarité budgétaire** : Contrairement à un État fédéral (comme les États-Unis), la zone euro ne dispose pas d'un budget de transfert massif. En cas de crise locale, il n'y a pas de mécanisme automatique qui transfère de l'argent des pays "gagnants" vers les pays "perdants". De plus, les règles budgétaires (Pacte de Stabilité et de Croissance) limitent la capacité des États à creuser leur déficit pour relancer leur propre économie.

### **(Illustration)**

On peut illustrer cela par la **crise de la dette souveraine en Grèce à partir de 2010**. La Grèce a subi un choc négatif violent. Si elle avait eu sa propre monnaie (la drachme), elle aurait pu la dévaluer pour doper ses exportations et relancer son activité. Étant dans la zone euro, elle a dû mener une "dévaluation interne" (baisse des salaires et des dépenses publiques), ce qui a provoqué une récession très profonde. À l'inverse, des pays comme l'Allemagne se portaient bien, rendant la politique monétaire de la BCE difficile à ajuster pour satisfaire les besoins contradictoires de ces deux pays.

**Affirmation :** La difficulté à gérer les **chocs asymétriques** dans la zone euro s'explique par l'asymétrie du cadre institutionnel européen, qui impose une **politique monétaire unique** tout en limitant les capacités de réaction des **politiques budgétaires nationales**.

**Explication :** Un choc asymétrique est un événement qui n'affecte l'économie que d'un seul pays ou qui l'impacte avec une intensité différente de celle de ses voisins. Dans cette situation, les autorités font face à trois obstacles majeurs. Premièrement, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) est **impuissante** : étant unique et indépendante, elle agit pour l'intérêt commun de la zone et ne peut pas abaisser ses taux d'intérêt pour aider un seul État en récession si le reste de la zone va bien. Deuxièmement, bien que la politique budgétaire reste nationale, elle est strictement **contrainte par les traités européens** (le Pacte de stabilité et de croissance), qui limitent le déficit public à 3 % du PIB. Cela empêche souvent un pays en crise de mener une relance budgétaire efficace, d'autant plus que l'Union européenne ne dispose pas d'un budget fédéral important pour organiser des transferts financiers vers l'État touché.

**Illustration :** Par exemple, si une crise affecte spécifiquement le secteur du tourisme dans un pays donné, ce pays subira une hausse du chômage et une baisse de sa croissance. Si, au même moment, les autres pays de la zone connaissent une forte activité avec des tensions inflationnistes, la BCE pourrait décider d'**augmenter ses taux directeurs** pour stabiliser les prix. Cette décision, logique pour la moyenne de la zone, agraverait pourtant la situation du pays en crise en rendant le crédit plus cher, alors même que ses règles budgétaires pourraient lui interdire de creuser son déficit pour soutenir son économie.